

" La Jeunesse s'engage au FRONT NATIONAL" (Communiqué du FN 65)

A l'occasion d'un repas de la fédération FN des Hautes-Pyrénées, qui s'est tenu à Agos-Vidalos, près d'Argelès-Gazost et qui a fait salle comble, Olivier Monteil, conseiller régional et secrétaire départemental du FN, a accueilli Nicolas Brunet, coordonnateur régional du FNJ (Front National Jeunesse), représentant Gaëtan Dussausoye, directeur national du FNJ.

Olivier Monteil et Nicolas Brunet ont tenu ensuite une conférence de presse conjointe:

La jeunesse aujourd'hui s'engage au Front National, dans notre région comme dans toute la France. Un récent sondage de l'institut IFOP a étudié la proportion des intentions de vote chez les jeunes votants pour la 1^{ère} fois (primo-votants) pour la Présidentielle de 2017 : elle est de 14% pour MELENCHON, 12% pour HOLLANDE, 34% pour les candidats de droite, 31% pour MARINE LE PEN (à comparer aux 19% du même sondage en novembre 2011 pour la Présidentielle de 2012). Parmi ces jeunes 34% des employés, 36% des ouvriers, 42% des revenus modestes (de 2000 à 3500 €/foyer), 60% des chômeurs déclarent vouloir voter FN.



Aux élections régionales de 2015, **29,5% des 18-34 ans ont voté FN**, contre 29% pour LR-UDI-Modem, 25% pour le PS et ses alliés, 7% pour EELV, 4% pour FdG. Chez les 18-24 ans, 28% ont voté FN contre 25 pour le PS et alliés, 24% pour LR-UDI-Modem. Le FN est véritablement le 1^{er} parti de France chez les jeunes.

Les Hautes-Pyrénées ne font pas exception à la règle. En tous cas, désormais le FNJ se structure dans notre département.

C'est ainsi un frontiste de 22 ans, **Paul LONCAN**, qui est désormais notre responsable départemental FNJ et qui monte cette structure alors qu'elle n'existait pas il y a ne serait-ce que 2 ans. Paul a déjà été candidat du FN aux départementales de l'an passé, obtenant d'ailleurs le meilleur score frontiste du département sur le canton de Val d'Adour-Rustan-Madiranais (31% puis 34% au second tour). Il vient d'ailleurs d'être nommé responsable FN du canton, signe de la confiance que nous lui portons et révélateur du fait que le FN mise sur la jeunesse, avenir de la France.



Pour illustrer de façon symbolique ces propos, une équipe de nos jeunes sont partis braver la brume du matin pour déployer une banderole « La jeunesse avec Marine » sur le site emblématique du col du Tourmalet.



Sous le règne de la Gauche, nous vivons une période sombre. Une période où règne le déni : déni de réalité, déni de démocratie, confiscation des droits et de la parole des Français sur les sujets qui les concernent et notamment sur les menaces qui s'amoncellent sur l'avenir des jeunes.

Déni de réalité ? Nous en avons des exemples tous les jours en France :

Ainsi en est-il de l'imposition forcée aux Français d'accueillir toujours plus d'immigrés clandestins sous prétexte d'accueil des Migrants, sans que jamais le peuple français n'ait été une seule fois consulté. Alors même que la menace islamiste n'a jamais été aussi forte en France. Nous l'avons dénoncé à Lourdes.

Qui à part nous parle d'ailleurs de l'injustice sociale flagrante que constitue « l'accueil des migrants », avec gratuité totale du logement, de l'alimentation, des soins médicaux, avec la mobilisation de sommes colossales au profit des rénovations de logements à leur intention... alors que l'accès des Français au logement social est de plus en plus difficile, que les départements n'arrivent plus à financer le RSA, que la France compte 6 millions de chômeurs et précaires et 9 millions de pauvres !

Ainsi en est-il de la sécurité des citoyens, qui n'est plus garantie par rien : l'islamisme radical pénètre en France avec la bénédiction de l'Etat qui a ouvert grands nos frontières depuis des décennies, sans frein ni contrôle. Après les meurtres de Mérah, la tuerie de Charlie hebdo et le massacre du 13 novembre au Bataclan, on assassine désormais nos policiers jusque dans leur maison, en égorgéant

leur femme. Le déni de réalité se paye au prix du sang ! Et malgré tout cela, le gouvernement refuse toujours de désigner l'ennemi, l'islam radical, et se contente de dénoncer le « terrorisme », qui n'est qu'un procédé et non la cause du problème.

Ainsi avec la **dégradation de l'autorité de l'Etat**, incapable en plein état d'urgence de rétablir l'ordre face aux milices d'extrême-gauche à Paris ou autour des matchs de football de l'Euro 2016. Dans notre département aussi, l'autorité de l'Etat est discréditée lorsque l'on voit que les campements sauvages de Gens du Voyage s'installent impunément sur des terrains de collectivités ou privés à Bordères, à Bazet, à Soues, parfois depuis des mois, sans que l'Etat ne réagisse le moins du monde. Ce ne sont pas les forces de l'ordre, Police et Gendarmerie, exemplaires et remarquables dans leur travail, qui sont à blâmer au contraire... Ce sont bien plutôt les représentants de l'Etat qui ne prennent aucune décision pour ne pas faire de vague, et ne donnent ni les ordres ni les moyens ! J'avais écrit dès janvier à la Préfecture, en qualité qu'élu, pour l'alerter sur ce sujet, sans même en recevoir ne serait-ce que la courtoisie d'une réponse de principe.

Déni de démocratie ? Là encore, on atteint aujourd'hui des sommets :

Bien sûr, l'obstination obtuse du gouvernement sur la Loi Travail, dont il n'a même pas toléré un simple débat parlementaire, est aujourd'hui au plan national la plus frappante illustration de la dérive sectaire de cette mouvance socialiste aux affaires, qui dénie au peuple tout droit de protestation, tout droit de débat libre et serein, tout droit à la parole.

Ainsi en est-il **au Conseil régional**: non contente de vouloir empêcher les élus du Front National de chanter « la Marseillaise » en début de séance plénière, comme il était de tradition au Conseil de Languedoc-Roussillon mais considéré comme un comportement « indigne » selon madame Delga, non contente de refuser par pur arbitraire aux 40 élus du Front National de siéger ne serait-ce que dans 1 seul des 600 postes à pourvoir au sein des conseils d'administration de lycées de la région... alors que le FN représente 34% des électeurs de notre région, donc des impôts de la région et des lycéens et de leurs familles en LRMP, madame Delga a décidé sans aucune concertation du processus de choix du futur nom de la région.

Elle a constitué un « comité du nom » sans jamais y associer de près ni de loin les élus de l'opposition, elle a refusé la proposition de référendum et a a contrario opté pour une consultation par internet ou via la presse quotidienne, ce qui n'a aucune légitimité : le corps électoral est indéfini (les lycéens de 16 à 18 ans pouvaient voter, de même que quiconque en France), il n'y a **aucune transparence ni garantie de sincérité** du décompte de cette consultation, exclusivement réalisé par les équipes de madame Delga, et enfin la **participation ridiculement faible** de cette consultation (à peine un peu plus de 200 000 votants) lui enlève définitivement toute crédibilité. Comme l'a très bien dit dans son communiqué France Jamet, présidente du groupe FN au Conseil régional, c'est finalement « bien peu de clics pour une grande claque »....

Mais le déni de démocratie ne s'arrête pas là : lors de la dernière assemblée plénière à Montpellier le 26 mai dernier, **les temps de parole des groupes politiques** pour défendre leurs amendements ou exprimer leurs explications de vote ont été **réduits de moitié**... alors que les présentations de projets de l'exécutif socialo-éclo-communiste n'avait aucune limitation. Sans même parler de la « refonte du règlement intérieur » de l'assemblée, qui sera proposée au vote la semaine prochaine en assemblée plénière par la coalition socialo-éclo-communiste et dans laquelle les libertés démocratiques (temps de paroles, possibilités et conditions d'amendements, etc.) seront encore plus drastiquement battues en brèche...

Pire encore, lors de la Commission permanente du 27 mai à Montpellier, madame Delga, après avoir donné largement la parole à ses vice-présidents pour présenter quelques-uns des rapports, a arbitrairement exigé que les rapports soient votés « par commission », donc en bloc. Il n'y a donc eu que 20 votes sur ...238 rapports ! Alors que dans chaque commission l'opposition avait des votes « contre » et des votes « pour » en fonction des rapports ! Enfin l'opposition, le FN surtout car le reste LR-UDI de l'opposition ne s'oppose plus à grand-chose et n'a en rien protesté contre ce déni de démocratie.

Ces **dérives sectaires**, cette saturation de dénis de réalités et de mépris de la démocratie par la Gauche au pouvoir au niveau national comme dans notre Région, ne sont finalement que le symptôme de l'écroulement d'un système politique à bout de souffle, massivement rejeté par les Français. L'écœurement, la révolte populaire sont incontestablement très forts dans l'opinion.

L'aspiration à une autre France, moins idéologique, moins sectaire, plus démocratique, mieux protégée, mieux aimée, une France en paix et stable, **c'est notre jeunesse qui la représente**, cette jeunesse patriote, engagée au Front national auprès de Marine LE PEN et porteuse de l'espérance d'un avenir de paix et de sécurité pour la France.

Autour de Nicolas Brunet, les responsables départementaux FNJ des autres départements étaient également présents, pour marquer avec encore plus de force combien la France de demain sera celle de **la Jeunesse d'aujourd'hui, celle qui aime la France et qui s'engage pour Marine Le Pen.**"

